

Cet échange de courrier entre Larry Cohen et J.Wajnsztein poursuit la discussion autour des transformations du procès de production capitaliste et particulièrement du rôle qu'y joue l'intégration de la technoscience. Ici plus précisément la discussion est centrée sur les rapports entre automation et emploi ; et nous partons, comme dans [la lettre précédente](#) d'une présentation d'[un article non traduit de la New Left Review](#) sur la question, mais présenté et commenté par Larry Cohen.

Salut Jacques,

Peu de temps après notre échange sur la reproduction rétrécie, j'ai lu un long article, paru dans les deux derniers numéros de *New Left Review*, d'Aaron Benanav intitulé « [Automation and the future of work](#) » qui apporte, quoique de façon oblique, des éléments utiles pour approfondir la question du rapport entre reproduction rétrécie et ce que tu as désigné comme la fuite en avant technologique. Je tâcherai donc d'en résumer ici les grandes lignes.

Benanav commence par aborder les différentes thèses sur l'automatisation comme cause du chômage de masse, comme processus de remplacement de l'homme par la machine (le « discours sur l'automatisation »). Il rappelle que les inquiétudes en la matière semblent renaître périodiquement, le premier cas remontant aux auteurs du début des années 1830 (Babbage, etc.) qui ont certainement influencé la réflexion de Marx (notamment dans le « Fragment sur les machines » et *le Capital I* et cf. aussi la notion de *General intellect*). Il souligne par ailleurs que « le discours sur l'automatisation a été adopté avec enthousiasme par l'élite, toute vêtue de jeans, de la Silicon Valley » et a désormais son pendant de gauche défendu sous le nom de « communisme luxueux pleinement automatisé » (titre d'un livre d'Aaron Bastani). Nick Srnicek, que nous avons rencontré au sujet du capitalisme de plateforme (réunion du cercle SouBis de mai 2018), parle pour sa part de « post-capitalisme et un monde sans travail ».

Les développements en cours méritent-ils d'être considérés comme une rupture qualitative avec les périodes précédentes ? Selon une estimation, 57 % des postes de travail recensés dans les années 1960 (aux USA) n'existent plus aujourd'hui. Il faudrait donc parler plutôt d'un trait permanent du capitalisme. Tout en saluant l'effort entrepris par certains pour tirer de cette évolution des perspectives de transformation sociale, l'auteur prétend que l'erreur

commise par ceux-ci est de partir du principe que ces potentialités utopiques éclateraient au grand jour sous l'impact du chômage de masse.

Benanav passe ensuite à ce qui est le cœur de son argumentation : la baisse structurelle de la demande de main d'œuvre et ses corollaires : le déclin de la part des salaires dans la valeur ajoutée, l'écart grandissant entre l'évolution de la productivité et celle du salaire moyen, tout comme entre celui-ci et le salaire médian, et la poussée des inégalités. Cependant, il attribue cette baisse de la demande de main d'œuvre non pas à un quelconque saut en matière d'innovation technologique mais plutôt à un contexte de stagnation économique, en s'appuyant notamment sur les thèses de Robert Brenner sur les surcapacités industrielles à l'échelle du monde.

Il fait donc une série de constats :

- 1) La désindustrialisation est une tendance mondiale, même si elle a commencé dans les pays les plus avancés.
- 2) Elle n'est pas avant tout attribuable aux délocalisations ; elle traduit plutôt le rétrécissement de la part de l'emploi industriel par rapport au total des emplois.
- 3) C'est à partir de ce constat que beaucoup d'analystes mettent tout sur le compte des gains de productivité dans le secteur manufacturier. Or c'est en grande partie illusoire, d'où le fameux paradoxe de Solow.

Les méthodes utilisées dans la comptabilité nationale aux Etats-Unis conduisent à une surévaluation des gains de productivité (par exemple, un ordinateur dernier cri à la puissance supérieure est compté comme l'équivalent de plusieurs ordinateurs...). Si on retire de l'ensemble le secteur du matériel informatique et de l'électronique (qui a prétendument connu en moyenne une progression annuelle de la productivité de plus de 10 % entre 1987 et 2011), on obtient un taux de croissance annuelle de 2 % seulement sur la période. Pis, les taux d'augmentation de la productivité industrielle ont encore baissé depuis, alors qu'on prévoyait une forte poussée sous l'effet de la vague actuelle d'automatisation. Tout cela ramène les Etats-Unis à un niveau proche des tendances observées ailleurs.

En Allemagne aussi, le rythme de progression est tombé de 6,3 % dans les années 1950 et 1960 à 2,4 % depuis 2000. C'est certes explicable en partie par la fin d'une phase de reconstruction-rattrapage, mais il faut néanmoins souligner que l'Allemagne et le Japon ont pris de l'avance sur les Etats-Unis dans le domaine de la robotisation (dans leurs usines, le déploiement des robots par 10 000 salariés dépasse de 60 % environ le taux pour les USA).

4) Pourtant, la désindustrialisation se poursuit partout. L'exemple de la France, où la progression annuelle de la productivité manufacturière a reculé de 5,2 % entre 1950 et 1973 à 2,7 % au cours des premières années du nouveau siècle, fait apparaître une donnée fondamentale : c'est surtout le taux de croissance de la production – à 5,9 %, c'était supérieur au taux d'augmentation de la productivité dans les trente glorieuses – qui a fléchi (désormais il n'est que de 0,9 %).

5) De là l'illusion répandue chez les théoriciens de l'automatisation quant à l'essor de la productivité industrielle, qui ne paraît rapide que par rapport au rythme anémique de croissance de la production : « C'est la simultanéité d'un dynamisme technologique limité et d'une stagnation économique de plus en plus marquée qui explique la baisse progressive des niveaux d'emploi industriel. » Qui plus est, au cours de la première vague d'automatisation dans les années 1950-60 aux Etats-Unis, ce sont justement les secteurs automatisés qui ont beaucoup embauchés, puisque le progrès technologique avait permis de baisser les prix de vente et d'élargir donc le marché.

6) On aurait tort de considérer la désindustrialisation comme une évolution (relativement anodine) propre aux économies avancées. Elle y a certes commencé, mais elle a ensuite gagné « prématurément » les pays à revenu faible ou intermédiaire, surtout à partir de la crise de la dette en 1982. Si bien qu'on peut parler aujourd'hui d'une épidémie mondiale. A l'échelle de la planète, la main d'œuvre employée par le secteur manufacturier n'a progressé en chiffres absolus, entre 1991 et 2016, que de 0,4 % par an en moyenne, alors que la population active a enregistré une expansion nettement plus importante. Même la Chine ne constitue qu'une exception partielle à cette règle, d'autant que, après une ré-industrialisation au début des années 2000, elle connaît depuis le milieu de la décennie en cours une nouvelle phase de désindustrialisation.

7) Si la désindustrialisation n'est causée ni par l'automatisation ni par l'évolution spécifique des pays avancés, comment l'expliquer ? Selon l'auteur, c'est par le recul mondial du rythme d'augmentation annuelle de la production manufacturière en termes réels : de 7,1 % (années 1950-60) à 4,8 % (années 1970), puis à 3 % (1980-2007) et enfin à 1,6 % (2008-2014). Notons que ce calcul intègre l'expansion vertigineuse des capacités productives en Chine. Encore une fois, ce n'est qu'en comparaison de ces taux médiocres que le rythme de progression de la productivité peut paraître important. Autrement dit, on produit de plus en plus avec de moins en moins de salariés, mais pas avant tout à cause des mutations technologiques. C'est tout simplement parce que c'est par rapport à un niveau de production de plus en plus faible que la productivité se mesure.

D'après Benanav, toujours sur la base des analyses de Brenner, les surcapacités industrielles

sont la clé de cette évolution. Elles ont poussé les industriels américains, soumis à une concurrence internationale de plus en plus vigoureuse à partir des années 1960 :

- à instaurer des chaînes d'approvisionnement internationales ;
- à délocaliser les activités les plus consommatrices de main d'œuvre vers d'autres pays ou des régions à bas salaires des USA ;
- à miser sur le progrès technologique.

Ce dernier point explique d'ailleurs pourquoi ce ne sont pas les pays les plus robotisés qui ont subi la désindustrialisation la plus forte. D'où les gros excédents commerciaux affichés par l'Allemagne, le Japon et la Corée du Sud, dont les entreprises ont réussi à prendre des parts de marché à leurs concurrents moins avancés sur cette voie. Quant à la Chine, elle en gagne aussi, mais plutôt grâce à la faiblesse des salaires et à l'efficacité de ses infrastructures. Outre les Etats-Unis, ses principales victimes sont des pays producteurs comme le Mexique et le Brésil.

8) Et le secteur des services dans tout ça ? Les théoriciens de l'automatisation prétendent que c'est celle-ci qui explique la stagnation générale des salaires ou les « reprises économiques sans emplois », mais la part de la valeur ajoutée manufacturière dans le total est restée relativement constante entre 1973 et 2000. « La demande n'a pas connu de déplacement important de l'industrie vers les services. C'est plutôt que, à mesure que l'accumulation du capital a ralenti dans le secteur manufacturier, l'expansion de l'économie dans son ensemble a également ralenti sensiblement. »

La stagnation de la demande de main d'œuvre est donc générale. Par ailleurs, la productivité progresse encore plus faiblement dans les services que dans l'industrie. [Notion problématique que celle de la productivité des services, mais passons...] Force est de constater que rien n'est venu remplacer le secteur manufacturier comme locomotive de la croissance économique. En dépit des surcapacités importantes qui existent, il n'y a toujours pas de secteur de l'économie réelle qui promettrait une rentabilité meilleure que l'industrie. Si cela avait été le cas, on aurait assisté à des taux d'investissement plus élevés. « Cela explique en partie pourquoi, face à la suraccumulation, les entreprises misent sur la flexibilité et l'efficacité de leurs installations existantes au lieu de céder du terrain aux producteurs aux coûts plus faibles et à la productivité supérieure. »

9) Autre facteur déterminant : la forte expansion de la population salariée de la planète. Entre 1980 et aujourd'hui, l'augmentation a été de 75 % environ, soit plus de 1,5 milliard de salariés supplémentaires, dont la plupart se trouvent dans les pays pauvres.

Certes, les faibles taux de croissance économique de ces dernières années rappellent ceux de périodes plus anciennes comme la Belle Epoque. Celle-ci, tout comme les années de l'entre-guerre, a été marquée elle aussi par une demande chroniquement faible de main d'œuvre qui s'est traduite par une forte insécurité, la montée des inégalités et des mouvements sociaux tumultueux. Sauf que voilà : en 1913, 47 % de la population européenne travaillait encore dans l'agriculture. Dans le contexte actuel de stagnation économique relative (« japonisation »), cette salarisation du monde débouche nécessairement sur la précarité, le sous-emploi, l'activité dans l'économie informelle. L'innovation technologique n'est pas le moteur de cette évolution, même si elle peut être considérée comme une cause secondaire de la faiblesse de la demande de main d'œuvre.

10) La transformation des méthodes agricoles a eu des conséquences autrement radicales : « En 1983, 83 % des actifs du monde travaillaient encore dans l'agriculture, alors que ce secteur n'en emploie plus que 25 % aujourd'hui. Le plus gros destructeur d'emplois dans le monde n'est pas le capitalisme au silicium, mais le capitalisme à l'azote. »

11) La tendance actuelle est vers le sous-emploi de masse plutôt que vers le chômage de masse. Dans des pays comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni ou l'Allemagne, il y a obligation, pour les chômeurs, d'accepter n'importe quel poste et, de ce fait, ils ne restent pas longtemps dans les statistiques sur le chômage. Ailleurs dans le monde développé (comme en France), des protections importantes demeurent, mais des pans de la population s'en trouvent exclus. « Entre 1985 et 2013, la part des emplois atypiques a augmenté de 21 % à 34 % en France, de 25 % à 39 % en Allemagne et de 29 % à 40 % en Italie... dans les pays de l'OCDE, 60 % des emplois créés au cours des années 1990 et 2000 étaient atypiques. »

12) Compte tenu des possibilités limitées de mécanisation dans le secteur tertiaire ainsi que de la baisse des prix des biens manufacturés, les services ont tendance à devenir plus chers (relativement aux biens manufacturés). Pour faire face à ce problème, il a donc fallu comprimer les salaires et imposer des conditions de travail de plus en plus dures. Même chose en ce qui concerne les travailleurs indépendants, qui ne peuvent entretenir la demande pour leurs services qu'en acceptant une baisse de leur revenu. « Conséquence : un écart grandissant entre la croissance des salaires réels et l'augmentation de la productivité qui a contribué à la baisse, au cours des cinquante dernières années, des revenus du travail relativement à ceux du capital dans les pays du G20. » Voilà pourquoi les ménages plus aisés sous-traitent aux travailleurs pauvres toute une série de tâches dont ils s'étaient autrefois occupés eux-mêmes.

(Le reste de l'article porte sur des questions politico-stratégiques comme le revenu universel.

Je noterais, avec satisfaction, le scepticisme de l'auteur à l'égard des fantasmes sur une sortie technologique du capitalisme et son insistance sur l'importance des rapports de communauté entre les individus.)

Benanav parle de stagnation et de surcapacités plutôt que de reproduction rétrécie, mais cela se recoupe en partie. En plus, il aborde, bien que très indirectement, la question de la fuite en avant technologique. Il semble penser que les nouvelles technologies seraient source de rentabilité si leur application coïncidait avec une véritable poussée de l'accumulation, d'où les attentes des industriels en la matière, qui seront déçues tant que l'accumulation ne reprend pas.

Par ailleurs, il ne semble pas croire au déversement dans le secteur tertiaire. Il met l'accent plutôt sur les difficultés de mécanisation pour expliquer la main d'œuvre pléthorique dans les services.

Enfin, Benanav n'a presque rien à dire sur la capitalisation/fictivisation (Loren Goldner avait d'ailleurs signalé il y a longtemps cette même faiblesse chez Brenner).

Tout cela ne répond pas, je le sais, aux interrogations dont tu as fait part dans ton message du 20 novembre (comme l'emballlement de l'innovation sans garantie de rentabilité). Mais si on admet pour le moment le point de départ de Benanav, on peut concevoir que les entreprises s'estiment, à tort ou à raison, obligées de viser un mélange d'innovation technologique (« tout ce qui peut être fait doit être fait », as-tu écrit) et de captation en aval dans un jeu à somme nulle et aux surcapacités).

Un dernier point : la distinction que tu opères entre recherche de profit et recherche de puissance (dans ton message ainsi que dans plusieurs autres textes) me plaît a priori... mais ne me convainc pas entièrement. Dans le comportement des entreprises, les deux vont nécessairement de paire. Cette distinction a sans doute une certaine validité tant qu'on raisonne en termes de valorisation au sens d'un processus anonyme qui serait à l'œuvre dans le système, mais dès qu'on se place du point de vue des stratèges capitalistes, elle devient nettement plus floue. Bref, écraser les autres est l'un des meilleurs moyens d'assurer qu'on aura une part conséquente du gâteau, surtout si elle n'est pas en expansion...

Amicalement,

Larry

Larry,

Plutôt que de lister un certain nombre de points qui ne me paraissent pas clairs dans les thèses de Benanav, je vais opérer d'une façon plus synthétique pour essayer d'aller au fond des choses.

— Toute son analyse est en référence à une productivité dont il n'a pas défini la nature. Comme c'est sans doute un bon marxiste, on peut supposer qu'il fait référence à la productivité du travail. Problème : elle est aujourd'hui difficilement mesurable¹ quand s'effacent les postes de travail au profit des « systèmes intégrés » ou combinaisons productives qui ne mettent plus en jeu des opérations séquentielles de travail, mais des opérations coordonnées chargées de surveiller l'ensemble d'un système de production. Ce phénomène s'accroît encore au fur et à mesure de l'automatisation des tâches quand s'effectue une mise à distance entre système technique et système de travail tous les deux médiés par un système informationnel, mais ce n'est pas l'automation elle-même qui est le cœur du processus. Il faut ici préciser : on a affaire à des systèmes intégrés fonctionnant en réseau sur une triple base : flux tendus, travail en groupe coopératif, modèle de compétence, ces deux derniers points correspondant à la mobilisation nouvelle de la main d'œuvre pour compenser la mise à distance par rapport au système technique proprement dit (par opposition au système tayloriste/fordiste dans lequel l'ouvrier et surtout l'OS faisaient corps avec la machine ou/et la chaîne).

Cette réticulation interne multiplie les activités d'intermédiation où l'utilisation massive et efficace des NTIC tend à abolir la distinction entre temps de production et temps de circulation. Mise en réseau et connexionnisme participent activement au procès de totalisation du capital où le « temps réel » remplace le temps chronologique². Ce n'est pas notre sujet ici mais le but du capital est de retrouver au plus vite la forme A' du capital argent, la capitalisation.

C'est cette combinatoire nouvelle développée par les théories de l'organisation³ comme « sujet productif », terminologie un rien abusive, qui serait à la source des gains de productivité renvoyant à de vaines discussions la polémique entre partisans de la productivité du travail et tenants de la productivité du capital.

Cette réticulation interne se double d'une réticulation externe au sein de la firme-réseau qui est une déclinaison des formes complexes de coopération. Tout cela renforce une « productivité » qui est difficilement comptabilisable du point de vue quantitatif. La croissance exponentielle des salaires des ingénieurs et hauts cadres⁴ ainsi que celle des PDG l'illustre à sa façon.

Une nouvelle logique de productivité apparaît qui est une logique de vitesse d'action du système technique en tant que tel auquel est soumise l'organisation du travail (cf. les nouvelles notions de « travail contraint » et « travail prescrit »). Exemple de cette logique inversée par rapport à celle du taylorisme : la chasse au temps mort de l'ouvrier est remplacée par la chasse au temps mort de la machine et l'intensité du travail dépend de cela. Difficile de parler d'une productivité directe du travail dans ce cas. Et par contre, ce qui était perçu jusqu'à là comme productivité indirecte (comptabilité analytique, services commerciaux, bureaux d'études) devient directement productif et fait l'objet d'une augmentation des procédures de travail avec l'aide des outils informatiques à la base de leur rationalisation, mais pas forcément de leur standardisation (autonomie) d'où encore une difficulté de mesure. La productivité va se mesurer ici par vitesse de réalisation d'une opération (passation de commande dans un service commercial par exemple) ou vitesse de réalisation d'un volume de transactions (un dessinateur transmet son plan au bureau d'études).

— Le passage de la production de masse rigide du fordisme à la production flexible, de type toyotiste, entraîne la disparition d'un état de fait ensuite théorisé comme typique de la première phase de la société de consommation, comme quoi les entreprises sont toujours face à une demande croissante exigeant grosso modo des effectifs croissants ou au moins sécurisés (« garantis »), alors qu'elles ont maintenant à faire à une demande diversifiée (seconde phase de la société de consommation) et fluctuante, d'où un état d'incertitude quant aux conditions du marché.

Le critère de la productivité n'est plus essentiellement celui de la production finale, mais celui du flux et de ce qui précède le flux, c'est-à-dire la rapidité de réponse de l'entreprise à un changement de marché avec toutes les implications que cela induit au niveau de l'organisation du travail (flux tendus). L'aval guide ou même commande la production qui est elle-même de plus en plus dépendante d'un amont qui concentre aujourd'hui les coûts. Le flux est constitué de l'ensemble du procès et l'approche de l'entreprise est globale. C'est pour cela qu'au niveau de la valeur, les économistes parlent de la chaîne de valeur⁵ et que nous traduisons ça par la notion « d'évanescence de la valeur ». Il ne sert à rien de calculer la productivité des facteurs (calcul à la marge) comme dans les théories néo-classiques de la firme qui cherchent à déterminer quand cette dernière a intérêt à embaucher où quand il s'avère opportun d'effectuer une substitution capital/travail dans l'entreprise quand ce sont

les systèmes intégrés qui produisent. Ce qui compte c'est donc la réactivité qui permet de bénéficier de ce qu'on appelle les rentes d'innovation⁶.

Si on met ça en rapport avec ce que dit Benanav cela invalide sa notion de surcapacité/surproduction potentielle, sauf peut être pour la Chine (cf. les grandes manœuvres de la sidérurgie mondiale pour régler à l'avance ce problème ou du moins y trouver une solution). C'est qu'aujourd'hui, après la « révolution du capital », création et réalisation de la valeur sont rabattues l'une sur l'autre et non plus séparée. C'est ce qui explique la tendance à une reproduction rétrécie, surtout dans le secteur manufacturier. Le processus de fusions/acquisitions ne vise pas la concentration par accumulation de capital (les investissements de capacité) comme dans la concentration traditionnelle de la reproduction élargie, mais le labor saving et l'investissement de rationalisation. Le secteur automobile a été un laboratoire de la lutte contre la surproduction et le passage à la reproduction rétrécie. Après la crise pétrolière des années 70 et ses implications sur l'industrie, les entreprises de ce secteur ont pratiqué des politiques de dégraissage massif dont le plus marquant a été celui de Chrysler. Le but n'y était plus le fait de produire beaucoup pour occuper un marché en expansion constant, mais de produire mieux sur un marché potentiellement saturé dans les pays riches⁷. Small is beautiful est alors devenu une devise à la mode.

L'accumulation matérielle de capital cède le pas devant la capitalisation (cf. le n° 17 de Temps critiques) et la production se tourne vers des domaines qualifiés d'immatériels comme la connaissance et l'information ou mettant en place des droits sur le vivant⁸. L'excédent où la « valeur » qui se dégage de ces activités n'est pas absorbable immédiatement et totalement par le capital. Comme nous l'avons déjà signalé, ces nouvelles formes de production se font sur des bases beaucoup moins capitalistiques. Le terme d'accumulation est même parfois impropre quand il s'agit de produire de la reconnaissance plus que de la connaissance (différenciation, marquage, « économie de l'attention »).

La séparation économie matérielle/immatérielle n'est de toute façon plus pertinente, d'abord parce que l'économie de l'information est basée elle-même sur une formidable logistique matérielle et ensuite parce que la restructuration des entreprises productives se fait par utilisation massive des NTIC (exemple : le rapport entre restructuration du réseau de production d'électricité et sa distributivité).

Un autre élément intervient qui limite les nouveaux investissements⁹, c'est le fait que la situation florissante des trésoreries a permis de privilégier une restructuration de la dette des entreprises. Là aussi, recherche de l'équilibre même si avec le capital fictif on peut avoir une situation de capitalisme sans capital comme le disait déjà Hilferding, mais avec un

développement « à la limite » (cf. conclusion).

— en conséquence, la productivité ne peut plus être référée à la productivité du « travail » (un pan de ce qu'il faut bien appeler l'économie marxiste s'écroule). Il n'y a en effet plus que peu de rapport entre ce temps de travail et la puissance productive des moyens de production qui intègre tout un tas d'autres éléments que du travail au sens strict (cf. déjà la notion de General intellect chez Marx qui voyait cette phase atteinte au sein de la phase de transition socialiste). La combinatoire productive maintenant à l'œuvre rend obsolète et la théorie de la valeur travail et l'idée concomitante que la machine « ne fait que transmettre sa valeur sans en créer » à partir du moment où on admet qu'avec les systèmes intégrés les machines « travaillent ». D'où aussi l'idée réformiste un peu passée de mode de les faire payer au lieu de « taxer » encore davantage le travail, y compris celui du capitaliste. Les gouvernements libéraux ont au moins compris un des termes de l'alternative : ils ont tous tendance à alléger les charges, impôts et taxes sur le capital.

Il s'ensuit que sauf dans la bulle fictive marxiste, on s'est mis à parler de « productivité globale ». À la productivité du travail s'est aussi substituée une attention pour le « rendement » des machines. L'apport du travail se mesure alors simplement par rapport à la capacité à augmenter les qualifications d'un certain type de main-d'œuvre.

— aujourd'hui productivité et rentabilité sont souvent confondues par l'entrepreneur. C'est le cas quand l'entrepreneur estime la productivité d'une machine. Il la réduit à sa rentabilité soit son % de temps d'utilisation (cf. note 1), mais cela n'a rien à voir avec la vitesse d'exécution des tâches, elle-même dépendante de la qualité et de la vitesse des informations qui circulent dans le système intégré. Là gît pourtant la véritable « productivité » de la machine.

Or si ce second élément qui comprend aussi la « ressource humaine » est négligé, la porte est ouverte vers une fuite dans les nouvelles technologies toujours plus onéreuses et demandant toujours plus de « rentabilité » (condition d'un amortissement rapide)... indépendamment de leur « productivité ». Cela a d'autant moins de sens que les véritables calculs de productivité restent, au mépris de toute logique (surtout pour des économistes libéraux ou néo-classiques), fondés sur la productivité du travail avec comme seul correctif la prise en compte du travail cognitif.

Dans ce schéma, on peut dire que l'innovation technique est devenue un processus permanent qui a remplacé les chocs technologiques et industriels à la Schumpeter qui ont servi à l'analyse des grands cycles économiques que le paradoxe de Solow a finalement contribué à discréditer pendant un temps, le temps qu'il a fallu pour comprendre l'efficacité de l'automatisation des processus productifs. Les gains de productivité n'étaient vus comme

invisibles que dans le cadre de la production, mais ils étaient très visibles au niveau de prix en baisse, un caractère délaissé à l'époque.

Il est vrai que ce nouveau « modèle » est déflationniste alors que l'ancien était inflationniste. Encore une marque de reproduction rétrécie.

Cela se manifeste par un temps plus long et un coût plus élevé à préparer l'avenir et le changement avec un gonflement des effectifs des bureaux d'étude, dont la productivité immatérielle¹⁰ n'est pas prise en compte dans des calculs de productivité qui sont basés sur le modèle de la production physique (la « vraie production »). La décision d'un investissement direct à l'étranger (IDE), à tel moment et dans tel lieu, par exemple, ne va se faire qu'au terme d'un immense travail de recherche, d'enquête et de traitement de l'information¹¹. C'est ce qui explique aussi que les grandes firmes cherchent à se dégager une rente d'innovation avec des barrières à l'entrée sur le marché pour limiter les nouveaux entrants.

Pour les marxistes (cf. Harribey) leurs services auraient un prix mais pas de « valeur ». Il en serait de même des services commerciaux et financiers. On revient ici à la question de la valeur et à son évanescence¹². Robert Reich, le conseiller de Clinton avait déjà parlé du rôle aujourd'hui primordial des « producteurs de symboles » et un économiste comme Philippe Zarifian parle de productivité par symbolisation qui vient en complément de la productivité opérationnelle, mais qui joue un rôle plus décisif, car c'est elle qui fait événement. Pour lui, c'est là qu'intervient vraiment l'activité humaine et il se rapproche ainsi des théories post-opéraïstes. Là aussi s'instaure une sorte de filière inversée où ce qui était perçu comme une perte de temps (et donc de productivité) est en fait un gain de temps à partir du moment où on raisonne en terme stratégique, ce que font très bien les américains de ce point de vue là vu les dépenses consacrées par les entreprises américaines et l'État à la recherche. On ne peut par contre pas en dire de même de la France et des dernières mesures gouvernementales depuis au moins dix ans (cf. grève des chercheurs en 2009-2010).

Dans cette mesure, le niveau de capitalisation boursière devient un indicateur de validation des perspectives de l'entreprise d'où les écarts entre valeur boursière et actifs réels dans la net-économie et l'intégration du nombre de brevets déposés dans les estimations de valeur.

Pour conclure sur la notion de productivité, elle ne peut être que le fruit d'une combinaison sociale et ne peut donc relever d'un calcul quantitatif précis. Elle ne peut reposer que sur l'évaluation d'un résultat¹³ (l'indicateur mesurant le temps entre lancement du produit au niveau de l'innovation et sa mise à disposition du public). En ce sens, l'innovation est un pari que tous les agents économiques sont obligés de faire, mais que certains vont initier, d'autres subir. Cela dit, le langage traditionnel de l'entrepreneur schumpetérien, génie isolé,

n'est plus celui caractérisant le contexte actuel d'une innovation qui n'est plus interne à l'entreprise (comme dans la vision schumpetérienne et mortifère pour le capital d'une captation privative de l'innovation par et dans la grande entreprise à visée monopolistique), mais reconstitue un dedans/dehors qui se développe dans une dynamique d'ensemble (Microsoft n'empêche pas le développement des logiciels libres). Ce pari est engagé dans un contexte d'oligopolisation de chaque marché qui conduit à une autolimitation programmée de la concurrence, avec, entre autres, la mise en commun des centres de recherche entre firmes multinationales (FMN). Cette mise en réseau a pour but de réduire les coûts et effectifs en évitant les doublons et en introduisant une organisation à la fois plus transversale et plus standardisée des tâches. Tout cela est à la base de rendements croissants qui facilitent la diffusion technologique (cf. le rapport hardwares/software). Mais cela ne joue pas encore pour les NTIC où le rôle des starts-up n'est encadré qu'a posteriori quand elles sont rachetées par des entreprises qui ont acquis « pignon sur rue » (GAFA). Pour ces dernières, les recherches en bio-techno et transgénisme/transhumanisme montrent qu'elles ne se fixent aucune limite¹⁴. Elles cherchent à introduire des innovations de « disruption » pour reprendre les termes de Bernard Stiegler, c'est-à-dire produisant des changements de paradigme (des réseaux symboliques aux réseaux connexionnistes) où nous sommes pris de vitesse par de nouveaux types de modélisation des comportements. Pour ne prendre qu'un exemple, des signaux automatiques d'alerte nous sont adressés à tout moment pour nous rappeler que la technologie est toujours là, qu'elle est utile, mais qu'on en est dépendant (nous déléguons notre entendement au détriment de notre raison).

Ces changements macro-économiques doivent être pris en compte au niveau micro-économique et par exemple, la notion hier centrale de « travail socialement nécessaire » (aussi bien du point de vue de l'embauche que du point de vue du rapport au « surtravail ») doit être révisée, car stricto sensu ce temps est de moins en moins décisif, car en baisse par rapport au « temps social moyen¹⁵ ». C'est ce manque d'initiative des capitalistes qui tend à rendre inessentielle la force de travail et en conséquence augmente le chômage ou la difficulté à trouver un emploi.

Ces gains de productivité n'ont pas été utilisés pour accroître la production mais en baisse du temps de travail qui n'a cessé d'accompagner le travail manufacturier sous les coups des luttes de classe, mais aussi de la substitution capital/travail comme le montre l'exemple de l'industrie automobile (Renault, usine « modèle social » jusqu'à la fin des années 1970, l'industrie auto allemande aujourd'hui avec des temps de travail oscillant entre 28 et 32H par semaine)... sauf à surproduire comme le font les usines chinoises ou indiennes (sidérurgie) des pays dominés mais puissants. Une réduction du temps qui, du point de vue capitaliste, pourrait encore être bien plus forte et être revendiquée par les salariés en dehors de

l'hypothèse bien trop limitative du partage du travail, ce qui ne semble pourtant pas être le cas à partir du moment où c'est le niveau de salaire qui est privilégié. En fait, cela ne résulte pas d'un choix conscient ou politique. La lutte pour la baisse du temps de travail a été abandonnée en partie du fait de la stagnation du salaire réel¹⁶.

Une fois dit cela tout le discours de Benanav est à mettre entre parenthèse dans l'attente qu'il précise ce qu'il entend par « productivité », ce dont il ne s'explique jamais. Comme je l'ai dit dans le début de ma lettre, on peut supposer que c'est de productivité du travail dont il s'agit dans l'article de Benanav, mais son argumentaire correspond plutôt à une analyse en termes de productivité du capital (j'ai déjà signalé plus haut ce type d'incohérence) ou d'une productivité globale non définie. En effet, il ne parle ni de « productivité des facteurs de production » ni de « productivité apparente¹⁷ », autres notions parfois employées par les économistes donc on reste dans le flou. Cela n'a rien d'étonnant puisque la plupart des marxistes ignorent la « boîte noire » que représente pour eux l'entreprise, toutes leurs analyses reposant presque exclusivement sur la dimension macroéconomique.

— À propos de l'automatisation :

Les transformations que nous venons d'envisager doivent se lire en rapport avec l'idée que les forces productives ne sont pas indépendantes des rapports de production et plus précisément du rapport de forces entre capital et travail (même si, comme nous, nous ne raisonnons plus en termes de classes antagonistes). Il me semble que Benanav n'en tient pas compte quand il pose la question de savoir si le déclin de la part des salaires dans la valeur ajoutée (VA) est due à une hausse de la productivité (en général ?) par substitution capital/travail entraînant une baisse globale de la masse salariale ou à une hausse de la productivité du travail entraînant une baisse relative des salaires par rapport à cette même valeur ajoutée. Sa question reste comme indéterminée¹⁸. Alors pourtant que l'explication réside dans le maintien d'un salariat organisé sur la base d'un rapport entre emploi et salaire qui conduit d'un côté à la dévalorisation de la force de travail et au chômage et de l'autre à la survalorisation de certains cadres qui semblent se fixer eux-mêmes leurs propres salaires ; d'où peut être la baisse du salaire médian au-dessous du salaire moyen, dont il fait état, qui est symptomatique d'un élargissement de l'éventail des salaires vers le haut que masque la moyenne. Le développement de Benanav est peut être biaisé par le fait que son analyse est centrée sur les États-Unis qui souffrent d'une situation exacerbée (l'écart des salaires croît par les deux extrêmes) par rapport à un pays comme la France, par exemple, pour qui le SMIC sert d'amortisseur.

Benanav ne comprend pas la « crise » comme un mode de régulation de second rang. La hausse du taux de profit a pourtant pu reposer aussi bien sur les gains de productivité permis

par les nouvelles bases techniques (intégration de la technoscience comme force productive) entraînant une baisse relative des salaires que sur la fin des « forteresses ouvrières » et les conséquences que cela a pu avoir sur le collectif de travail et conséquemment sur le rapport de force capital/travail. Plus généralement, c'est le rapport salaire/productivité qui s'est transformé depuis la défaite du dernier assaut prolétarien des années 1968-1978. Alors qu'il faisait l'objet de l'attaque des prolétaires italiens de cette époque à l'intérieur des usines (la lutte sur le salaire comme « variable indépendante », comme « salaire politique », la conflictualité sociale s'est déplacée vers des luttes et accords sur le temps de travail (la RTT), les retraites, le chômage dans lesquelles l'État a remplacé l'entreprise comme principal gestionnaire non pas du prix de la force de travail, mais des conditions de sa reproduction (cf. aussi le conflit actuel sur les retraites).

Ce qu'on peut dire aujourd'hui, avec les derniers chiffres, pour la France et en conservant le langage statistique standard, c'est que le tassement des gains de productivité couplés avec une légère reprise de la production (demande dans le langage de Benanav) permet de réduire le chômage à partir d'une croissance du PIB de 1,2 % alors qu'à la fin du XXe, on établissait plutôt ce chiffre autour de 2 ou 2,5 %.

De la même façon, il ne met pas en rapport prix de la force de travail et niveau d'automatisation quand il parle de l'avantage japonais et allemand de ce point de vue pour se concentrer sur le rapport automatisation/industrialisation comme s'il n'était qu'un choix technique ou de préférence nationale. Or l'automatisation est aussi un choix politique comme on a pu le voir avec sa mise en action très tôt à la Fiat suite aux luttes de l'automne chaud de 1969 ; comme on a pu le voir a contrario en France avec une robotisation limitée aux postes de travail les plus durs dans l'industrie et, dans les services, le refus, de la part de l'État d'accélérer le passage à l'automatisation des caisses d'hypermarchés alors que technologie le projet était dans les cartons depuis longtemps.

On ne peut pas dire que cela soit dû à l'archaïsme des cercles du pouvoir en France, puisque la France est « le pays » des supers et hypermarchés. Non, de la même façon que les technocrates autour de Giscard ont voulu liquider le petit commerce, les politiques et l'État ont obtenu des patrons de ces secteurs un moratoire sur l'automatisation. Par ailleurs, tu n'es pas sans connaître les nombreuses simulations faites dans l'industrie américaine qui montrent que près d'un emploi sur deux pourrait y être supprimé sans dommage pour la « productivité ». Il y a donc de la réserve pour des « dégraissages » plus significatifs. Là encore on est dans des équilibres de sous optimalité. Le capital est un rapport social de domination et d'exploitation qui doit tenir compte de la gestion de la reproduction des rapports sociaux et donc de sa puissance, non du profit maximum dont la recherche ne concerne que le

capitaliste individuel.

Donc, ne pas céder au fétichisme technologique.

D'une manière générale Benanav ne réfère pas aux discussions et positions théoriques historiques sur le rapport capital/travail dans la production. Un rapport qui a longtemps été taxé « de fixe (1/3 capital, 2/3 travail) par les économistes (cf. la fonction de production Cobb-Douglas). Or ce n'est qu'à partir d'une observation de cette stabilité historique à peu près admise, sauf par les marxistes, que l'on pourrait évaluer le processus de substitution capital/travail au XXI^e siècle, ce qui semble être la préoccupation de Benanav. Si l'on suit Piketty et son *Le capital au XXI^e siècle* (p. 350), la fonction de Cobb-Douglas n'a jamais été exacte et l'élasticité de substitution semble avoir été supérieure à 1 (entre 1,3 et 1,5 sauf entre années 50 - début 60). Cette situation n'a fait que se confirmer depuis¹⁹.

Essayons de faire le point à partir d'une analyse de Michel Freyssenet dont je ne me rappelle plus la source. À la question : l'automatisation requiert-elle une qualification élevée, voire un haut niveau intellectuel ? Il répond : un peu oui : maîtrise d'un langage nouveau, capacité de saisie d'indices de perturbation de fonctionnement des systèmes, suppression des tâches pénibles et non qualifiées ; et beaucoup non : le nouveau langage n'est pas plus complexe, les signaux préforment eux-mêmes ce qui était du ressort de l'ouvrier, le but de l'automation n'est pas de produire de l'indéterminé nécessitant de nouveaux savoir-faire, mais de mieux maîtriser le processus. Une étude faite à Renault montre que le même niveau d'automatisation entre deux usines concerne l'une un personnel traditionnel et l'autre un personnel « requalifié », mais que cela démontre plus la volonté de développer la polyvalence des salariés qu'une réelle qualification supérieure. Cela n'a rien d'extraordinaire ; l'automatisation permet de faire plusieurs choses à la fois puisqu'il y a moins de dépendance directe à la machine et la programmation informatique permet d'arbitrer les tâches Hommes/machines. En conclusion, des techniques identiques peuvent entraîner des organisations du travail différentes parce qu'il y a possibilité de répartir différemment la répartition entre travail vivant et capital et l'initiative reste confinée aux services de direction. On connaît les conclusions de Freyssenet et Braverman sur la déqualification (d'une majorité de salariés)/surqualification²⁰ (d'une minorité), mais ils se prononcent moins nettement sur le niveau de substitution capital/travail.

— sa façon de présenter le rapport à l'automation indique qu'il considère encore le progrès technique comme une notion exogène au système productif dont on devrait évaluer les implications dans cette même sphère productive. Il ne la voit pas comme interne (endogène) à un système socio-technique ou dit autrement dans lequel le capital s'est incorporé la technoscience.

— quand Benanav parle de baisse de la main d'œuvre utilisée, il faut bien préciser que ce n'est valable que pour l'industrie manufacturière parce qu'autrement, du point de vue de la population active mondiale elle est croissante et même dans les pays dominants avec le travail des femmes. Par contre je m'inscris en faux contre son affirmation d'une part de VA stable, dans les pays dominants du moins, pour le secteur manufacturier. Cette part a diminué un peu partout (cf. note 18), certes de façon moindre en Allemagne et au Japon, mais la tendance est bien là, même si on peut expliquer cela par l'externalisation de fonctions de services internes aux entreprises. Et ne parlons pas de l'agriculture où le lien entre machinisme/automatisation et perte d'emploi est encore plus net avec la transformation de l'agriculture traditionnelle en agriculture industrielle intensive.

La notion de désindustrialisation est d'ailleurs peu probante au moins sous deux aspects ; le premier qui est le fait que les délocalisations ne sont pas la cause essentielle de la désindustrialisation puisque l'Allemagne qui est le pays qui délocalise le plus vers l'Est de l'Europe est le pays qui reste le plus industrialisé de tous les pays de l'Ouest ; le second est que l'industrialisation progresse dans les deux autres secteurs quand on voit à quel point l'agriculture est une branche industrialisée, ainsi que la plupart des services (une plateforme n'est-elle pas « industrialisée » ? les fast foods qui remplacent les restaurants, les buffets qui remplacent les repas ?) et ne parle-t-on pas « d'industrie servicielle » quand ce qui est en jeu n'est pas l'objet lui-même, mais ce qu'il permet de faire pour améliorer une situation d'activité (cf. l'exemple de la « touche ergonomique » au niveau des outils de travail ou alors de la symbolique : la « cuisson intelligente » dans l'électroménager). Une néo-industrie se développe au carrefour de signes numériques et de la production de biens, sans parler des possibilités futures d'une écologie industrielle²¹.

Et là encore, contrairement à ce que dit Benanav, la salarisation dans la précarité est bien liée à la chute de la production manufacturière, même si c'est plutôt un effet pervers plus que direct ; et au caractère des travaux correspondant à un déversement dans les services qui eux aussi connaissent une augmentation de la « productivité » [à condition de définir la productivité concrètement comme j'ai essayé de le faire précédemment, mais c'est la seule façon de discuter la thèse de Benanav] sans précédent par rapport à la situation de leur plein essor quantitatif du point de vue de l'emploi dans les années 70 (une agence à chaque coin de rue, des comptes courants pour tous et des guichets à profusion). Or les services se divisent aujourd'hui en deux branches distinctes. D'une part, ceux qui peu ou prou sont des entreprises ou des services aux entreprises (banques, assurances, sociétés de conseil, cela commence aussi dans les hypermarchés) qui sont des secteurs encore très profitables, mais avec une réduction drastique des emplois du fait de la substitution capital/travail résultant de l'automatisation des tâches en partie réalisées par les clients eux-mêmes ; et d'autre part les

services de proximité et aux personnes, à faible productivité et à emploi précaire. J'avoue ne pas savoir ce que Benanav entend démontrer sur ce point. Faire venir un plombier coûte de plus en cher, mais ça n'a pas grand-chose à voir avec le salaire du plombier ; idem pour le prix des places en EPHAD grevé par le prix de l'immobilier et la spéculation privée, mais certains services des banques restent gratuits ou presque, la Poste n'applique toujours pas une politique de vérité des prix, même si elle a beaucoup augmenté ses prix (elle n'a par exemple pas renoncé au retour de courrier pour adresse défailante), etc.

— Pour répondre maintenant à ta remarque finale : la distinction entre pouvoir/puissance et profit. Elle doit être portée au niveau de la définition du capital :

Dans sa recherche de l'origine de la richesse, Smith a voulu rompre avec une économie politique qui conseillait les Princes (cf. le mercantilisme et le bullionisme, les physiocrates) pour fonder une science économique qui se voulait indépendante des questions de pouvoir puisque la main invisible du marché guidait harmonieusement les échanges. Là-dessus il va développer une théorie objective de la valeur comme représentation de la commensurabilité des produits, une théorie que Marx affinera avec la théorie de la valeur-travail. Et pour moi dans *Le Capital*, ce dernier est en grande partie dans cette perspective. Son livre se présente certes comme une critique de l'économie politique, mais je pense que cela a été mal compris parce que les marxistes l'ont vu comme une critique de l'économie politique bourgeoise de Smith, Ricardo et Mill alors que ces trois auteurs se situaient eux-mêmes en critique de cette économie politique pré-classique. Le fait que tous aient cherché une théorie objective de la valeur me semble confirmer la chose. Ils cherchaient tous à fonder une science sociale indépendante du pouvoir même si leurs thèses exprimaient en partie, mais comme par effet pervers, une position de classe. Les critiques que Smith adresse à sa propre théorie de la division du travail dans son exemple de la manufacture d'épingles montrent qu'il était conscient de la contradiction entre progrès de la productivité et aliénation du travailleur dont l'activité était dorénavant séparée en seize opérations. Abêti soudain par ce travail il ne pouvait être un individu libre participant à la vie politique.

Il en est de même de Marx dans son insistance sur la question de la méthode et sa croyance en des lois économiques²² comme celle de l'accumulation qu'il cherchera à modéliser et que des générations de marxistes s'échineront à valider, pour la plupart ou à invalider (Rosa Luxembourg).

Dans le Livre I qui construit l'hypothèse et fait office de modèle, il n'y a ni concurrence entre capitalistes ni lutte de classes, même si parfois cela apparaît, par la bande si l'on peut dire comme dans le VIe chapitre inédit. Là aussi c'est la condition de la modélisation. Dans cette démarche il raisonne « à la manière » des néo-classiques d'aujourd'hui, c'est-à-dire « toutes choses égales par ailleurs ». C'est bien là le problème.

Comme le disait Simone Weil : « Marx rend si bien compte du mécanisme de l'oppression capitaliste [...] qu'on a peine à se représenter comment ce mécanisme pourrait cesser de fonctionner » (Oppression et liberté, 1956, p. 194).

Pourtant, à maints endroits, dans les Manuscrits de 1844 et les Grundrisse, Marx nous dit que le capital est rapport social de subordination et d'exploitation. Ce dernier terme, pris au sens courant garde sa valeur heuristique quoiqu'on puisse penser des présupposés de Marx le conduisant à calculer des taux d'exploitation. En effet, le capital se dédouble en rapport social d'un côté (ce que Marx appellera tardivement : « système capitaliste ») et pôle du rapport avec le pôle capital face, mais aussi in dépendance réciproque au pôle travail. C'est ce pôle capital qui sera porté par la bourgeoisie en route pour l'hégémonie de sa forme (MPC), de ses valeurs (propriété privée, progrès, libéralisme politique). Au niveau économique-politique de la structuration en trois niveaux que nous avons développé à partir de notre n° 15 et dans mon livre *Après la révolution du capital*. Le niveau du pouvoir et de la puissance est celui que Braudel appelait « le capitalisme du sommet » (notre niveau 1) qui coiffe mais n'est pas directement relié au niveau II où se situe l'essentiel de ce qu'on appelait le rapport d'exploitation direct du capital et la recherche immédiate de profit sous condition de concurrence dans l'économie de marché à laquelle échappe en grande partie les entreprises géantes du niveau 1 dont les échanges sont essentiellement internes à la firme où les prix sont des prix qui échappent au marché extérieur de même que les profits qui se répartissent et se déplacent tout le long de la chaîne de valeur en fonction des avantages fiscaux ou sociaux.

Cette différenciation était bien sûr importante avant le développement du capitalisme industriel, mais elle le redevient aujourd'hui quand il s'agit d'innover, de financer cette innovation (banques, capital fictif et financiarisation non parasitaire de l'économie), de réorienter les investissements, de stabiliser l'ensemble, bref, de révolutionner le capital tout en le contrôlant. Pour ce faire la Bourse est devenue centrale en tant que source de financement direct au niveau I (ex : les États-Unis et le modèle de corporate governance²³) et New York une nouvelle Amsterdam qui n'est pas centre d'accumulation des marchandises, mais centre des réseaux commerciaux, techniques et des relations d'affaires. C'est pour cela qu'elle aime la richesse du monde sans avoir besoin d'une politique impérialiste.

Cela tranche avec la période précédente de l'intermédiation bancaire en direction des entreprises au niveau II (ex : Allemagne et Japon et le lien banque/industrie). C'est à ce niveau 1 que ce gère la reproduction rétrécie. Elle est donc sous encadrement du capital financier et des processus de capitalisation (cf. notre n° 17 et l'analyse du livre de Nitzan et Bichler). Ces gestionnaires, qu'ils soient stratèges d'État, banquiers, grands innovateurs à la

Steve Jobs, les GAFAs ou à un autre bout les dirigeants syndicalistes réformistes n'ont que peu de rapport avec les anciens bourgeois à cigares et chapeaux haut-de-forme caricaturés par G. Grosz ; où avec une oligarchie qu'on dénonce comme si on était encore au temps de la ploutocratie des années 1930. Ils ne cherchent pas à accumuler les signes de la richesse ni à créer de nouvelles dynasties (ils règnent sur un capital anonyme) dont ils sont déjà abreuvés, mais les signes de la puissance.

Un signe de cette volonté de puissance²⁴ plus que de profit apparaît bien dans le paradoxe d'un recentrage des grandes firmes sur leur cœur de métier basé de la valeur actionnariale dans le jargon courant et la réalité de fusions/acquisitions qui, pour une majorité d'entre elles, reprennent la forme conglomérale qui est loin d'être la plus efficiente du point de vue des gains de productivité et du profit. La logique est donc toute autre. Si on se reporte au niveau microéconomique de l'entreprise, on peut prendre l'exemple japonais où dans un contexte social particulier le but n'est pas essentiellement le profit mais la maximisation des parts de marché, y compris à perte et de la VA. C'est la rançon de la recherche de puissance, condition d'indépendance, qui passe par un contrôle du niveau de profit (il est souvent inférieur au niveau de rapport des emprunts d'État) et peu de versements de dividendes. Les parts de marché ne sont donc pas fonction essentiellement du niveau d'automatisation contrairement à ce qu'avance Benanav au point 7. D'autres causes interviennent, nous venons d'en citer quelques-unes, mais il en existe encore d'autres comme le rapport épargne/consommation qui en Allemagne, en Corée du Sud et au Japon, soit les trois pays cités en exemple par Benanav, est très favorable à l'épargne, la compétitivité hors prix, etc.

— en annexe, un rapide ajout sur les fondements de la notion de « reproduction élargie » chez Marx. Comme tous les économistes de son époque, il ne met pas l'accent sur la question de la productivité, mais sur celle d'accumulation du capital et plus particulièrement de capital industriel qui produit une rupture avec la « reproduction simple » qui a caractérisé des modes de production précédents comme la féodalité et le « mode de production asiatique²⁵ ». Ainsi, dans sa vision d'origine qui n'est pas celle qu'il développera ensuite dans le « Fragment sur les machines », on ne sera pas plus productif parce qu'on a une meilleure machine ou une meilleure utilisation de la machine, mais d'abord parce qu'on a deux machines. Un modèle bien plus quantitatif que qualitatif, mais censé être accessible à l'étude par le biais des statistiques assez peu développées néanmoins à l'époque. Donc le modèle marxien était celui d'une accumulation infinie de capital matériel en dehors de toute idée d'une innovation accélérée (le modèle de son analyse est schumpetérien si je peux me permettre cet anachronisme. Marx raisonne en termes de cycles de révolution industrielle et non en termes d'innovations matérielles comme immatérielles. Et tous ses développements sur l'élévation de la « composition organique du capital » reposent sur cette hypothèse d'une tendance à toujours plus d'intensité capitaliste dans la production devant conduire à la

baisse du taux de profit, une tendance largement infirmée depuis la fin du XXe siècle au demeurant. Nombre d'économistes (néo-ricardiens comme Sraffa, école de Cambridge) ont montré que les capitaux disponibles ont tendance à se diriger vers les industries à composition organique la plus forte et donc là où le profit serait, selon Marx, le moins élevé et non l'inverse, ce qui serait une absurdité du point de vue du capitaliste ; et ensuite parce que la révolution du capital s'est aussi faite par augmentation de la productivité des investissements et économie de capital fixe. À ces conditions, il y a aussi dévalorisation relative du capital fixe et contre tendance à l'augmentation de la composition organique.

C'est pourtant cette vision d'une accumulation infinie qui sous-tend la thèse principale de Marx malgré une tendance à la baisse du taux de profit (en fait le taux de rendement du capital) qui serait suicidaire pour les capitalistes.

C'est le caractère non terrien du capital nouveau qui pousse Marx à y voir la possibilité d'une accumulation infinie (et on le sait aussi à sa possible virtualisation dans le capital fictif comme il l'abordera plus tard). Il n'envisage la possibilité d'un équilibre qui de toute façon ne se présente pas devant ses yeux, loin de là, qu'à partir de sa théorie de la valeur-travail qu'il transforme en loi de régulation en dehors de toute intervention de la concurrence (cf. Livre1), celle-ci n'étant vue que comme « coercition externe ».

Un équilibre que le progrès technique et les gains de productivité contribueront à déséquilibrer, mais dans une dynamique progressiste (les théories marxistes de la « décadence » ne seront développées qu'à partir de la fin des années 1920) ce qui aura pour conséquence funeste que le mouvement ouvrier épousera progressivement, et ce avant même la carotte de la société de consommation, le système fordiste d'une acceptation des augmentations de productivité contre des augmentations de salaire. Un fait qui ne sera contesté que par les luttes des OS (pour la plupart enfants de ruraux et d'immigrés intérieurs ou extérieurs suivant les pays) au cours des années 1960-1970.

Dans son analyse de la reproduction élargie Marx maintenait volontairement, par souci de modélisation scientifique, deux hypothèses de la reproduction simple à savoir premièrement une proportionnalité constante définie à l'avance entre secteurs des biens de production et secteur des biens de consommation. Dans cette hypothèse idéale (appliquée d'ailleurs bêtement par Staline et sa clique à travers la planification autoritaire), il devait y avoir croissance infinie des forces productives ; deuxièmement une proportionnalité stable entre capital constant et capital variable qui contredisait pourtant sa thèse d'une augmentation de la composition organique du capital et en conséquence une tendance à la baisse du taux de profit.

C'est seulement à partir de ces schémas irréels de la reproduction que Marx va bâtir sa théorie des crises et principalement celle dite de surproduction qui serait inhérente ou plutôt récurrente à la reproduction élargie reposant sur la primauté accordée à l'accumulation du capital puisque Marx n'envisageait pas que le capitalisme contemporain serait au moins autant si ce n'est plus un « système » caractérisé par une immense accumulation de marchandises pour paraphraser Debord.

La reproduction rétrécie, à l'inverse, est centrée sur la fluidité et la « capitalisation différentielle²⁶ » (cf. à nouveau Nitzan et Bichler) à la capitalisation illimitée. Le risque est celui d'une situation où le système ne fonctionnerait plus que par les inégalités et ne serait plus tiré que par la consommation des hauts revenus au niveau mondial²⁷ puisqu'en période de croissance médiocre la croissance de la richesse de patrimoine l'emporte sur la croissance de revenus du travail et que les inégalités globales augmentent indépendamment des inégalités de salaires.

La Commission européenne semble l'avoir bien compris qui cherche à faciliter toutes les possibilités de baisse des prix en levant les obstacles à la concurrence au sein de l'Europe en contrôlant sévèrement les opérations de concentration qui entraînerait des positions monopolistiques sur le marché intérieur européen et en essayant de l'instaurer là où elle n'existait pas comme dans les anciens services publics.

La baisse des prix n'est alors plus provoquée par l'accroissement de la production de masse fordiste, mais par pression sur les marges des entreprises et particulièrement celles qui opèrent aux niveaux 2 et 3 dans la mesure où elles sont encore régies par les lois du marché (« preneuses de prix ») à l'inverse de celles du niveau 1 (« faiseuses de prix »). L'exemple le plus frappant est celui de la pression que les hypermarchés font peser sur les agriculteurs bien sûr, mais aussi sur des trusts de l'agro-alimentaire (BSN), et ce avec l'appui de l'État dans un pays comme la France.

La limite se situe dans le fait que cette gestion de niveau 1 est une gestion en surplomb qui ne tient pas compte des marchés et de la situation de surproduction chronique (du point de vue du marché) dans certains secteurs comme l'agriculture et en conséquence de l'inviabilité de la plupart des exploitations.

Nous l'avons déjà remarqué, la plupart des prix sont aujourd'hui artificiels (ce sont soit des prix administrés, soit des prix d'oligopoles, soit des prix de soldes... permanentes sans pertinence par rapport à ce qui serait leur « valeur »).

C'est à cause de ce risque que nous avons parlé, dans le cadre de la stabilisation de la révolution du capital, de « développement à la limite » dont l'équilibre est évidemment

précaire. Mais c'est cet aspect stratégique de pilotage de l'équilibre qui distingue la reproduction rétrécie d'une simple période déflationniste²⁸.

Ce pilotage est aujourd'hui en partie remis en cause par le retour des souverainismes (États-Unis de Trump et Brésil de Bolsonaro par exemple) et des politiques commerciales agressives (relations États-Unis-Chine) qui sortent d'un cadre réglementaire de la mondialisation (OMC) qui avait vu se confirmer le retour en grâce de la théorie smithienne des avantages absolus, par rapport à la thèse des avantages relatifs de Ricardo reprise au XXe siècle par la théorie HOS. Une situation qui, si elle s'accroissait, conduirait à une guerre économique à somme nulle (toujours la reproduction rétrécie) cette fois sans équilibre pouvant déboucher sur des guerres tout court. Mais ce n'est pas à mon avis le plus probable²⁹.

Un redémarrage de « l'accumulation infinie » sur la base du nouveau capitalisme vert et piloté par le niveau 1 et particulièrement les grandes puissances, paraît plus probable non seulement du point de vue du capital, mais aussi du point de vue de la reproduction des rapports sociaux et donc d'une relative adhésion des individus au projet. Il pourrait combiner « choc d'offre » par une nouvelle politique industrielle orientée où l'innovation serait tirée plus par les choix et urgences sociétaux que par la consommation au sens strict ; et « choc de demande » avec appui de la dépense publique ; et ce au niveau mondial. Une double relance qualitative qui tiendrait compte des externalités négatives ou positives et ne resterait pas les yeux rivés sur une mystique du PIB (cf. les dernières préconisations de Thomas Piketty dans Le Monde du 12/13 janvier 2020).

JW, 30 décembre 2019–16 janvier 2020

Dernière minute : un article de P. Artus dans Le Monde du samedi 18 janvier revient sur cette question du rapport automation/emploi avec des chiffres concernant la France. Pour résumer, le processus d'automation renforcerait une bipolarité de l'emploi aux deux extrêmes en faisant fondre la proportion de salariés classés dans les professions intermédiaires.

Cela recoupe les analyses sociologiques sur le « ressenti » des classes moyennes (Maurin) et sur le blocage de l'ascenseur social puisque c'est dans ces catégories intermédiaires qu'était censé s'effectuer la promotion sociale qui était le plus souvent une progression de proximité. Or ce sont ces postes intermédiaires qui seraient en plus forte régression quantitative.

Toutefois tout cela est à prendre avec précaution puisque Artus en bon libéral partisan du capitalisme note une forte augmentation du travail qualifié sans rien nous dire sur ce qu'il entend par « qualification » ni même comment il définit un emploi qualifié. Donc bien loin des remarques critiques de Freyssenet et Braverman et de ce qu'on sait sur la déqualification des postes dits qualifiés.

Le 29/02/2020

Salut Jacques,

Merci pour cet article, qui me semble apporter une contribution non négligeable à notre discussion. On aimerait certes avoir des détails sur les différences entre secteurs et entre entreprises d'un même secteur (la dimension micro-économique), mais je ne vois aucune raison a priori de soupçonner l'auteur de raconter des bobards sur ce point.

Axelle Arquié[[pdf](#)] porte un nouvel éclairage sur le paradoxe souvent évoqué de la faiblesse des gains de productivité malgré l'introduction massive des nouvelles technologies en soulignant que celle-ci est très inégale, ce qui donne une moyenne décevante du point de vue macro-économique (y compris une forte dispersion au sein d'un même secteur). Par ailleurs, elle rappelle utilement les différentes composantes des actifs immatériels, chose qu'on ferait bien de garder en tête quand on en discute.

Mais surtout, avec son analyse du problème du financement, elle donne un début de réponse à ton questionnement sur la « fuite en avant » dans l'introduction des nouvelles technologies sans la moindre garantie de rentabilité. En effet, pour les entreprises qui arrivent à financer de tels investissements par leurs propres moyens ou par accès au capital-risque (donc en règle générale les plus grosses), le pari est jouable, tandis que pour les autres, plus dépendantes du financement par la dette, le coût est prohibitif. J'en déduis que, entraînées néanmoins dans le mouvement général (et c'est là qu'on retrouve la pertinence de la notion de fuite en avant... ainsi que le problème des représentations collectives sur un avenir technologique radieux), celles-ci n'obtiennent, après s'être endettées lourdement, que des gains de productivité médiocres qui plombent la moyenne sur le plan macro-économique.

Pour aborder cette question sous l'angle d'un autre critère cher à *Temps critiques*, la différence entre le niveau 1 et les niveaux 2 et 3 du capitalisme joue pleinement ici. A la limite, je dirais que l'analyse d'Arquié relativise la notion de fuite en avant : pour les poids lourds, investir dans l'immatériel est un choix parfaitement rationnel qui promet même de renforcer leur position dominante. Non seulement par le biais de la concentration et de l'élimination des plus faibles, mais aussi par les phénomènes de plateforme que nous avons

vus à l'occasion de ma présentation au cercle SouBis du livre de Nick Srnicek.

Un dernier mot sur une autre de tes remarques, concernant la perspective d'un redémarrage de « l'accumulation infinie » grâce au capitalisme vert. Je partage ton point de vue tout en ayant conscience des énormes obstacles qu'il faudrait vaincre. Mais si jamais cela se réalise, ne faudrait-il revoir aussi, dans ce cas, la notion de reproduction rétrécie ?

Amicalement,

L.Cohen

Le 2 mars 2020,

Larry, bonjour,

Juste quelques mots en retour. Comme tu le dis cela confirme plutôt ce que nous avançons.

-du point de vue général avec l'idée que « la finance » n'est pas hors de « l'économie réelle » et encore moins une branche parasitaire.

-plus dans le détail, que le changement de structuration de la fonction de production avec la prédominance d'actifs immatériels à fort coût fixe conforte l'importance de cette même finance et dans le monde les pays où elle possède la plus grande fluidité (les EU).

-Arquié ne parle qu'en termes de concentration ou de dispersion des gains de productivité, mais cela renforce l'idée de « reproduction rétrécie » parce que ce n'est pas le « capital automate » qui réalise cela mais des fractions du capital qui déterminent les nouvelles « frontières technologiques » en freinant volontairement la diffusion des innovations (les gagnants emportent tout). En langage marxiste, la péréquation des taux de profit n'est plus assurée, mais a-t-elle jamais été autre chose qu'un « ruissellement » ?

-le bas niveau des taux d'intérêts qui logiquement devraient fonctionner comme contre tendance en permettant un accès plus facile au financement en nouveaux actifs immatériels par la dette, semblent au contraire, d'après les experts, favoriser les stratégies volontaristes des grands groupes qui refinancent facilement leur dette et ainsi renforcent leur structure financière qui permettra de dégager des ressources pour d'autres opérations de fusions/acquisitions : soit, ce qu'on pourrait appeler le cercle vertueux de la reproduction rétrécie.

-puisque tu fais référence aux trois niveaux et en s'éloignant de l'article d'Arquié, ce qui est en train de se passer est assez étonnant et soulève un point que j'ai déjà avancé au moment de mes premières notes sur le Brexit sur les tensions qui se font jour au sein du secteur 1, celui de l'hypercapitalisme, mais j'ai laissé un peu tomber car premièrement mes remarques sur le retour des souverainismes étatiques contredisaient un peu notre analyse sur la relative cohérence de ce niveau 1 et le fait que les États les plus puissants de la planète s'y soient redéployées d'une manière originale (je ne développe pas ici) et deuxièmement l'idée ne trouvait pas de résonance au sein de Temps critiques. Pour ne pas trop m'éloigner du sujet d'origine, je reviens au secteur high-tech et à l'exemple des plateformes. On peut dire que les plateformes qui dominent aujourd'hui sont mondiales et fonctionnent dans le cadre de la globalisation (GAFAM, Uber). C'est ce global qui a permis les investissements initiaux et la croissance rapide des innovations car vu la structure particulière des actifs immatériels, la rentabilité doit être globale, mais concentrée. L'exemple le plus concret, c'est la mise en compatibilité Mac/PC. Or, la déclaration de guerre commerciale de Trump à la Chine à propos de Huawei va contre tout ce processus. En effet, la Chine est parfaitement intégrée dans la « chaîne de valeur » au niveau de la « frontière technologique » pour parler comme Arquié, mais à une position subordonnée : la part de la Chine dans la valeur ajoutée d'un iPhone est autour de 4% (batteries et assemblage) et monte à 20% si on y intègre les composants, mais souffrant de graves faiblesses dans les semi-conducteurs, elle n'a pas les moyens d'une indépendance potentielle ... que la taxation promise par Trump pourrait la décider à acquérir. Bon, après Trump n'est qu'un politicien ...

- pour finir avec ta remarque sur capitalisme vert et reproduction « infinie » (ou élargie), bien sûr que cela pourrait relancer la machine sur d'autres voies (cf. les développements d'Aglietta là-dessus), mais les bio-technologies et les recherches transhumanistes aussi . Dans l'absolu, mais si ça se réalise dans les conditions actuelles qu'on vient de décrire à propos des actifs immatériels, mais qu'on retrouve sous d'autres formes avec la structure oligopolistique de la plupart des branches d'actifs matériels, le même problème du choix d'équilibre de sous optimalité risque de se reproduire.

Bien à toi,

Jacques W

1. - On parle alors en termes de « productivité de l'emploi » pour mesurer ce qui est produit sans savoir exactement qui le produit. Plus concrètement cela se mesure en TUMO (taux d'utilisation de la main d'œuvre). Marx et Taylor ont été les deux principaux représentants de l'étalon temps de travail comme mesure de la valeur dans une vision quantitativiste et agrégée des opérations de production/travail. [↔]

2. - Comme il tend à remplacer le temps historique (présentisme »). [↔]
3. - Pour ces théories, c'est l'entreprise comme organisation qui devient le vrai sujet productif capable de maîtriser les flux, capter les externalités positives, porter la valorisation à un niveau très général qui n'est pas celui du marché. Cela inclut l'idée qu'avant même de financer des investissements nouveaux utilisant de nouvelles technologies, les entreprises peuvent préférer une optique de meilleure utilisation du capital existant. [↔]
4. - Dans certaines branches, le pouvoir des ingénieurs et comptables a considérablement augmenté et il est à l'origine des dépassements de devis des « grands projets ». Si ces salaires sont de plus en plus individualisés, d'autres sont déjà socialisés comme le SMIC censé être indexé sur une sorte de productivité globale moyenne au moment de sa création, mais en fait depuis, une sorte de salaire politique différent suivant les pays en fonction des rapports de force et non d'une quelconque valeur du « panier ouvrier » censé reproduire la force de travail. Il ne remplit plus son rôle d'accompagnement de la croissance depuis que celle-ci bat de l'aile. En conséquence, pour les patrons des niveaux 2 et surtout 3 (les artisans par exemple), c'est-à-dire la presque totalité de l'embauche potentielle ; toute augmentation du SMIC est considérée comme un obstacle à l'embauche, car supérieure à la productivité marginale estimée d'un nouveau salarié non qualifié. Du point de vue capitaliste global et donc du niveau 1 il serait plus efficace que l'État augmente le RSA en le rendant complémentaire du salaire, mais ce serait créer une brèche dans l'idéologie du travail et les théories de la valeur. [↔]
5. - La « gestion par projet » exige que toute la chaîne de valeur soit traitée au même niveau d'importance. Si ce n'est pas le cas alors il vaut mieux se lancer sur un recentrage des activités et la « vente par appartement » de ce qu'on veut céder. [↔]
6. - C'est cette intégration de la chaîne de valeur qui a fait la rentabilité de groupes comme Amazon, Google, Uber, Apple. Cela permettait de penser « global » et compatibilité (par exemple Mac/PC). C'est ce global qui a permis la rentabilisation des investissements et la croissance de l'innovation. [↔]
7. - Techniquement, c'est ce qu'on a appelé la politique du « point mort », chiffre fatidique de production indiquant à partir de quelle quantité de production l'entreprise commence à gagner de l'argent ; un point qu'il fallait donc abaisser au maximum dans un premier temps, sans se préoccuper de la production totale et donc de la baisse du chiffre d'affaires (GM avait le plus gros chiffre d'affaires en valeur absolue dans le monde en dégagant le plus maigre profit en valeur relative), quitte à être capable de l'augmenter si une reprise s'amorçait. Une politique mieux réussie par Renault (Besse-Dreyfus) que par PSA. Enfin, tout est relatif si on compare à Nissan : à Sunderland, cette

dernière sort 100 voitures par salarié/an alors que Renault-France n'en sort que 35. Sur cette base du point mort, les entreprises peuvent faire du profit en nette sous-capacité (les producteurs « généralistes » en Europe auraient ainsi une capacité double de la production actuelle). Mais évidemment on ne peut en déduire que l'ouvrier de l'automobile en Angleterre est trois fois plus productif que celui de la France. D'ailleurs dans les productivités comparées au moment de la première grande crise de l'automobile après les chocs pétroliers c'est l'ouvrier anglais qui était reconnu le moins productif de tous les pays européens. La disparition des marques anglaises date d'ailleurs de cette époque. [↔]

8. – Même sans recours à la notion de « reproduction rétrécie », on ne peut que remarquer une tendance à « l'état stationnaire » dont parlait déjà Ricardo, mais pas comme une limite du capital ou alors plutôt au sens d'une autolimitation visant à garantir en priorité la stabilité des grands indicateurs. La période des Trente Glorieuses apparaît dans cette hypothèse comme une parenthèse, un accident historique dû aux conflits mondiaux et à la reconstruction d'où est sortie une idéologie de la croissance.

Parler de « stagnation économique » pour des taux de 2 % comme le fait Benanav dans son point 5 est donc très discutable puisque si on se penche sur le taux moyen pendant les Trente glorieuses, il est plus caractérisé par sa régularité (+ 2 ou 3 % par an) que par des taux élevés.

La baisse relative de production que Benanav souligne s'explique du fait de ce pilotage de la reproduction capitaliste et encore elle apparaîtrait plus importante si le PIB n'était pas artificiellement gonflé (Benanav donne l'exemple de l'ordinateur dernier cri, mais Baudrillard ou Méda ont donné des exemples plus probants et qui ne confondent pas production et productivité). [↔]

9. – Les économistes mesurent (avec toutes les insuffisances que nous avons soulignées au niveau des instruments de mesure) cela par le rapport entre taux d'accumulation et taux de profit. Quand le premier est inférieur au second, il y a « désaccumulation » (Husson). Cette désaccumulation ou économie de capital fixe que Goldner voit comme dévalorisation libère du capital-argent non réinvesti qui devient une masse financière disponible pour différentes formes de rente ou une opportunité pour des fusions/acquisitions et rachats d'actions ou encore pour des fonds d'amortissement censés répondre à l'obsolescence accélérée du capital fixe au rythme des innovations. Les entreprises ont donc en réserve une masse importante de free cash flow en attente d'opportunités. La dépendance technologique est forte, mais on ne peut pas partir d'elle car c'est le capital-argent qui oriente l'évolution. Il y a en tout cas d'énormes possibilités en direction d'un capitalisme vert, mais le souverainisme de niveau II (Trump, Bolsonaro) peut ralentir les décisions du niveau I, de même que certains

aspects « techniques » comme le niveau des primes de risque à l'investissement productif par rapport à l'investissement dans les dettes publiques. [↔]

10. - Par exemple celle suscitée par les innovations d'organisation.

L'investissement immatériel n'est pas non plus comptabilisé dans l'outil comptable de l'investissement, la formation brute de capital fixe (FBCF). Donc, par exemple, quand les journalistes économiques parlent, à partir des statistiques officielles (leur seule source) de baisse ou de recul de l'investissement, ils ne tiennent pas compte des investissements qui nous projettent dans l'avenir comme les investissements d'organisation ou une partie du software. [↔]

11. - Quand la BNP s'installe à Hong-Kong au milieu des années 1970, ce n'est qu'un pari sur l'avenir, car la banque ne peut y vivre de ses activités bancaires traditionnelles ; mais très rapidement elle va devenir une banque-conseil pour toutes les entreprises européennes désirant investir ou désirant mettre en place des joint-ventures en Asie comme première étape de leur implantation. [↔]

12. - Quand nous parlons de « société capitalisée », c'est d'une société dans laquelle le capital domine d'abord la valeur et où le prix permet de valoriser même ce qui n'a pas de « valeur » parce que pas produit par l'activité humaine passée ou présente ; puis transforme toute activité en travail utile pour le capital (elle prend valeur sociale) sans avoir besoin de passer par la médiation objective de la production d'une marchandise. Tout peut alors être capitalisable... et capitalisé. [↔]

13. - Kalecki disait déjà : « Un économiste peut commettre deux erreurs, la première consiste à ne pas calculer et la seconde à croire en ce qu'il calcule ». [↔]

14. - Ce que Hegel appelait le « mauvais infini » par opposition à Fichte et la croyance en un progrès infini. [↔]

15. - C'est d'ailleurs ce que prédisait Marx dans le « Fragment sur les machines » des Grundrisse. [↔]

16. - À la limite aujourd'hui ce qui serait à l'ordre du jour syndical ce serait la reprise de la lutte pour le salaire. [↔]

17. - Par rapport à la productivité simple qui est le rapport entre production et temps de travail, la productivité apparente est le rapport entre valeur ajoutée et temps de travail. [↔]

18. - Sans parler du fait que je ne sais pas d'où il tire ses chiffres, mais la part de l'industrie manufacturière en France ne représente plus que 13 % de la VA en France et l'Allemagne est au plus haut avec 20 % ! L'emploi industriel y est tombé à 12 % alors qu'il était encore de 16 % en 2000 (peu importe la justesse du critère puisqu'on l'évalue

ici dans son évolution temporaire. cf. aussi la note suivante sur le partage de la valeur ajoutée. [↩]

19. – Si on se place du côté du partage de la VA on distingue 3 périodes récentes : forte hausse des profits entre 1945-68 (32 % de la VA) puis baisse jusqu'en 1983 (26 %) puis remontée jusqu'en 1990 (34 %) et stabilisation (autour de 32 %) ; mais de 1945 à aujourd'hui les écarts finaux sont réduits ou nuls si on ne tient pas compte de la part qui revient au capital à travers loyers et intérêts ou dividendes qui a elle fortement augmenté à partir des années 90.. [↩]
20. – cf. aussi la question du General intellect chez les post-opéraïstes qui est censée rendre caduque cette controverse parce qu'au contraire de Marx qui employait ce concept dans la lignée de son « mort qui saisit le vif », dépossède le savoir ouvrier et le transfère dans les machines ; ils voient celui-ci se diffuser dans le travail vivant sous la forme d'une « intellectualité de masse ». On trouvera ma critique de cette position post-opéraïste dans de nombreux passages de Temps critiques, mais surtout dans mon livre à paraître L'opéraïsme au crible du temps. [↩]
21. – Paradoxalement, en France, la « désindustrialisation » manufacturière s'explique en partie par la prégnance d'une idéologie ouvrière du travail entretenue par des syndicats qui se sont élevés vent debout (sauf la CFDT) contre un transfert des cotisations sociales qui pèsent sur le travail, vers la CSG et la TVA, alors même que de plus en plus de sources de revenus se situent hors salaires. Les patrons en profitent alors pour se plaindre de charges sociales supérieures à celles de leurs concurrents, une situation qui ponctionne particulièrement des PMI dans l'obligation de payer leurs charges alors que nombre de grandes entreprises y échappent de fait ou de droit. [↩]
22. – Si on en croît Rubel et son choix de présentation de Marx, dès 1859 et sa Critique de l'économie politique, il appelle l'objet de son étude « Économie » (Rubel ? Marx critique du marxisme, Payot, 1974, p. 371 et le titre original devient un sous-titre. [↩]
23. – F. Chesnais n'y voit qu'un brouillage de la distinction entre profit et rente en faveur de la valeur actionnariale et non pas une réorientation plus systémique du capital. L'actionnariat ne serait que parasitaire du fait des taux de rendement demandés. [↩]
24. – Je n'ai d'ailleurs rien inventé. Si je prends Maximilien Rubel, par exemple, dans son Karl Marx, essai de biographie intellectuelle, Payot, 1969, p. 355, sous-titre un de ses chapitres de : « Le capitalisme comme système de rapports sociaux de puissance ». [↩]
25. – Dans le schéma de la reproduction simple, il part de l'hypothèse simplifiée et fautive (et Marx le sait) comme quoi la totalité de la plus-value est consommée entièrement par la classe capitaliste. Dans la reproduction élargie, une partie de la plus-value sert à l'élargissement de la reproduction, c'est-à-dire est consommation productive. [↩]
26. – Comme souvent dans le capitalisme, la tendance structurelle n'est pas exempte de

contre-tendances conjoncturelles. Le processus de cartellisation fonctionne ainsi comme une limitation à ce que les gros se mangent entre eux et permet en outre d'échapper aux lois anti-trust aux États-Unis ou à la réglementation anti-monopolistique dans l'Union européenne. Néanmoins, cette tendance à la capitalisation différentielle infirme l'analyse marxienne en termes de péréquation des taux de profit, une analyse déjà rendue problématique par la place des innovations dans le développement capitaliste et les phénomènes de rente et de surprofit qui lui sont afférents. [↔]

27. – C'est une situation que Malthus avait envisagée à son époque et qu'il pensait résoudre en faisant baisser drastiquement la population. Ce problème n'existe plus guère dans les pays occidentaux riches et au Japon ; la population, hors immigration, baisse d'elle-même. Mais surtout il y a possibilité de sortir de cette tendance rentière. En effet, les profits ne font pas que gonfler le capital ; une partie va à l'entrepreneur ou aux cadres à travers les stocks options ou encore aux actionnaires (dividendes et intérêts) qui représentent des dizaines de millions de petits épargnants et retraités et non plus des rentiers. Cela a pour effet d'augmenter la demande et de résoudre en partie les risques de surproduction. Les stocks options marquent bien la difficulté à cerner ce qui est « capital » ou ne l'est pas. Nous sommes ici face à un cas plus simple que celui de qualifier le « capital fictif » et pourtant... En France les stocks-options ne sont pas comptabilisés comme des coûts, mais comme des investissements (en ressource humaine)... et dans la plupart des pays il en était de même jusqu'à ce que le pays qui a initié cette procédure de rétribution (les États-Unis) ne décide d'interdire ce classement en capital et que cela soit comptabilisé en salaires (loi Sarbanne-Oxley de 2002 après la faillite d'Enron).

À remarquer aussi que la haute technologie et la production des marques de luxe représentent environ 20 % de la VA des pays dominants. [↔]

28. – Cela a des conséquences au niveau des grands indicateurs. Par exemple aujourd'hui les taux d'intérêt bas devraient entraîner des investissements nouveaux alors qu'on a vu qu'ils poussent au désendettement des entreprises comme de l'État. La priorité à court terme est au refinancement de la dette et à moyen terme au renforcement de la structure financière qui permettra ensuite de dégager des ressources pour d'autres opérations de fusions. On pourrait dire ici que s'instaure, paraphrasant Keynes, un cercle vertueux de reproduction rétrécie. Un processus encore renforcé par l'attitude des « fonds activistes » qui demandent un recentrage des grands groupes, tout plus ou moins congloméraux, sur le cœur de métiers.

Toutefois, ils favorisent les stratégies volontaristes des grands groupes et cela se manifeste par un bon taux d'opérations de fusions/acquisitions (2019, un peu moins élevé que 2018 représente néanmoins le quatrième chiffre le plus élevé depuis 1980.

[↔]

29. – K. Polanyi insistait sur le fait que la finance est historiquement le parti de la paix au sein du capital parce qu'il est un parti international (cosmopolite disent les nationalistes et antisémites) à l'inverse du parti de la guerre constitué des entreprises de l'industrie lourde et particulièrement de la sidérurgie. [↔]